



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N°161 18 JUIN 2019

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

LA BANQUE
MONDIALE
REVISE SES
PREVISIONS DE
CROISSANCE DU
PIB POUR 2019

COTE D'IVOIRE :
FINANCEMENTS
EUROPEENS POUR
LE DEVELOPPEMENT
DE LA FILIERE SUCRE

KENYA :
DEPLOIEMENT DE
L'ENERGIE SOLAIRE
DANS DES ECOLES ET
HOPITAUX RECULES

TANZANIE :
RAREFACTION
DES RESSOURCES
EN EAU DU PAYS

COTE D'IVOIRE :
FINANCEMENTS
EUROPEENS POUR
LE DEVELOPPEMENT
DE LA FILIERE SUCRE

TOGO : L'ÉTAT
TRANSFÈRE DES
PARTICIPATIONS
À LA SOCIÉTÉ
TOGO INVEST

COTE D'IVOIRE :
MAINTIEN DU PRIX
DU CARBURANT
POUR LE MOIS DE
JUN

COTE D'IVOIRE :
PREMIER GROS
NAVIRE AU
CANAL DE VRIDI

TOGO : ADOPTION
DU PROJET DE LOI
DE REFORME DU
CODE DES
INVESTISSEMENTS



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ Cameroun-Tchad : réduction en préparation du nombre de postes de contrôle sur le corridor Douala-N'Djamena

Dans le cadre de la facilitation du transit des marchandises sur le corridor Douala-N'Djamena, le gouverneur de la région de l'Est-Cameroun a donné instruction à tous les préfets de la région de prendre des dispositions en vue de la réduction des postes de contrôle situés sur les axes routiers relevant de leurs unités de commandement. Une enquête de la Banque africaine de développement (BAfD) publiée en avril 2019 révèle que le corridor Douala-N'Djamena, long de plus de 1 500 km, compte 60 postes de contrôle entre Douala et Garoua-Boulaï, générant sur chaque poste et pour chaque camionneur un paiement systématique compris entre 6 USD (près de 3 500 FCFA) et 10 USD (5 500 FCFA).

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Entrée en vigueur de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf)

La ZLECAf est entrée en vigueur le 30 mai 2019, soit un mois après le dépôt de la 22^{ème} ratification (seuil minimal requis par l'accord) auprès de la Commission de l'Union africaine (UA). Le lancement de la phase opérationnelle (instruments techniques pour contrôler la zone, emplacement du Secrétariat...) aura lieu lors du sommet extraordinaire de l'UA à Niamey le 7 juillet 2019. Alors que le commerce intra-africain ne représente que 15% des échanges des pays africains, la ZLECAf vise la réduction des tarifs douaniers pour 90% des produits et la mise en place d'un marché libéralisé des services entre les 55 États membres de l'UA. À cette date, 52 États sont signataires de l'accord et 24 États l'ont ratifié.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Le 14^{ème} Sommet ordinaire de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) en présence de nombreux chefs d'Etat et de gouvernement ouest-africains

L'OCI, dont tous les pays de l'UEMOA sont membres, organisait le 30 mai dernier son 14^{ème} sommet ordinaire à La Mecque. Plusieurs chefs d'Etats et de gouvernement ouest-africains étaient présents. Les problèmes sécuritaires et le renforcement des actions de la Banque islamique de développement (BID) en Afrique de l'Ouest ont été évoqués. Pour rappel, l'OCI est une institution multilatérale de 57 États membres engagée dans la promotion de la coopération économique, sociale, culturelle et scientifique au sein du monde musulman. Par exemple, la BID a injecté 1 Md EUR de financement en Côte d'Ivoire en 2019.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **L'AFD signe une convention de subvention de 3 M EUR en appui à la stratégie d'inclusion financière de la BCEAO**

La BCEAO a signé une convention de subvention de 3 M EUR avec l'AFD destinée à soutenir la mise en œuvre de sa stratégie d'inclusion financière. L'enveloppe totale du projet est de 3,6 M EUR. La stratégie définie par la BCEAO, qui bénéficie également du soutien financier de la Coopération suisse, a pour objectif d'assurer l'accès et l'utilisation d'une gamme diversifiée de produits et services financiers adaptés et à coûts abordables à 75% de la population adulte de l'UEMOA d'ici 5 ans. Pour mémoire, le taux de bancarisation strict était en moyenne de 16,9% dans l'UEMOA en 2017 et le taux d'inclusion financière était estimé à 55% en 2017, contre 16,6% en 2007.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **La *French-African Foundation* dévoile la liste de ses lauréats de l'année 2019**

30 jeunes, parmi 2 000 candidatures, représenteront la promotion 2019 des jeunes leaders franco-africains de la *French-African Foundation*. Ils bénéficieront d'une semaine à Paris et au Ghana pour rencontrer des dirigeants et pour d'autres possibilités (mentorat, formation, réseautage...). La Côte d'Ivoire, le Mali, la Mauritanie, le Cap-Vert et autres pays anglophones sont représentés. Cette *Foundation*, pensée sur le modèle de la *French-American Foundation*, est financée par des entreprises et a obtenu le patronage des Présidents français et ghanéen pour 2019. Son objectif est de « construire des ponts » entre les deux rives afin d'« écrire autrement l'avenir des relations entre la France et l'Afrique ».

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **La Banque mondiale révisé ses prévisions de croissance du PIB pour 2019**

La Banque mondiale met à jour ses projections de croissance pour 2019 de janvier dernier dans la dernière édition de sa publication *Global Economic Prospects*. Le Nigéria voit sa croissance revue légèrement à la baisse de 2,2% à 2,1%, taux identique aux dernières projections du FMI. La croissance du Ghana est revue à la hausse de 7,3% à 7,6%, ce qui reste inférieur aux 8,8% du FMI qui table sur un impact marqué de l'augmentation de la production pétrolière. Enfin, les deux institutions de Bretton Woods s'accordent sur une croissance de 0,4% pour le Libéria, une révision à la baisse de plus de 4 pdp, alors que la Banque mondiale projette une croissance de 5,4% pour la Sierra Leone contre 5,1% précédemment.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : limogeage du ministre du Commerce et de l'Industrie et du commissaire général de l'administration fiscale**

Le chef de l'Etat J. Magufuli a limogé samedi 8 juin le ministre du Commerce et de l'Industrie Joseph Kakunda et le commissaire général de l'administration fiscale (*Tanzania Revenue Authority*) Charles Kichere. Ils sont respectivement remplacés par Innocent Bashungwa, ancien vice-ministre de l'Agriculture et Edwin Mhede, ancien secrétaire permanent adjoint du ministère de l'Industrie. Cette annonce survient au lendemain de la rencontre entre M. Magufuli et des représentants de la communauté d'affaires tanzanienne, qui avaient notamment souligné la complexité de la législation fiscale et les difficultés liées aux procédures de recouvrement.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Cameroun : le Trésor public annonce une économie de 20 Mds FCFA en 2018 grâce au comptage physique du personnel de l'État

Cette économie est réalisée sur les salaires et traitements à hauteur de 13,8 Mds FCFA, dont l'exécution à fin 2018 atteignait 956 Mds FCFA contre une prévision de 969,8 Mds FCFA, et sur les pensions, à hauteur de 6,4 Mds FCFA, avec une exécution à 202,6 Mds FCFA contre une prévision à 209 Mds FCFA. Pour 2019, le Trésor public camerounais réalisera des économies globales de 26 Mds FCFA sur les dépenses de personnel. Pour mémoire, au terme de cette opération au mois de juin 2018, 44 000 fonctionnaires présumés fictifs avaient été démasqués sur un total de 310 786 fonctionnaires. La phase de précontentieux, ouverte en octobre 2018, s'est achevée le 4 janvier 2019.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Tchad : le ministre des Finances et du Budget tchadien annonce le remboursement de 30 Mds FCFA d'arriérés au secteur privé

Ces 30 Mds FCFA seraient constitués des stocks d'avis de crédits qui sont au Trésor, en-dehors de la dette de l'Etat consolidée au niveau de la direction de la dette, qui est en train d'être analysée. Le ministère des Finances et du Budget tchadien a mis en place un comité technique pour analyser le dossier de chaque opérateur économique. Le paiement sera réalisé au fur et à mesure de l'avancement des travaux de ce comité.

✉ couleaudc@afd.fr

▼ Burkina Faso : les services du FMI concluent leur mission de revue de programme et de consultation 2019 au titre de l'article IV

Une mission du FMI a séjourné à Ouagadougou du 16 au 29 mai 2019 pour mener des discussions relatives à la 2^{ème} revue du programme économique et financier du pays au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC). En résumé, la situation sécuritaire et sociale demeure difficile, la croissance s'est élevée à 6,8% en 2018, l'inflation s'est établie à 2%, le déficit du compte courant s'est resserré à 5,8% du PIB et le déficit budgétaire s'est amélioré à 4,9% du PIB. Enfin, la croissance du PIB est projetée à 6% en 2019, compte tenu d'une normalisation de la croissance du secteur agricole. L'examen du dossier par le conseil d'administration du FMI est prévu en juillet 2019.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : 1^{er} anniversaire du rétablissement des relations diplomatiques avec la Chine

L'ambassade de la République populaire de Chine au Burkina Faso a célébré le 26 mai dernier le 1^{er} anniversaire du rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. Selon les autorités des 2 pays, les échanges bilatéraux auraient atteint 282 M EUR en 2018. Les exportations burkinabè vers la Chine auraient atteint 89 M EUR, tandis que les exportations chinoises vers le Burkina Faso s'élèveraient à 194 M EUR, quand la France a exporté 270 M EUR vers le Burkina en 2018. A noter que les produits burkinabè destinés au marché chinois sont exonérés à 97% de droits de douanes.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : approbation par le gouvernement de la nouvelle loi de finances rectificative pour l'année 2019

Le nouveau texte prend en compte de nouvelles activités qui n'étaient pas budgétisées dans la loi de finances initiale. Ces activités, d'un coût global de 1,49 Mds MRU (36,6 M EUR), sont relatives à la construction des structures scolaires et d'un réseau routier à Nouakchott, ainsi qu'aux préparatifs de la commémoration du 59^{ème} anniversaire de l'indépendance.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : retour du Sénégal sur le marché régional des titres après deux ans d'absence

Le Trésor public sénégalais est revenu sur le marché de l'UEMOA, marché sur lequel il était absent depuis 2017, avec l'objectif de lever 76 M EUR d'OAT. Le montant global émis atteint 55 Mds FCFA (84 M EUR), avec un taux de couverture de 258%. Les obligations ont la valeur unitaire de 10 000 FCFA, une maturité de 3, 5 et 7 ans et affichent des coupons à 5,85%, 6% et 6,15%. L'Etat du Sénégal a retenu des maturités de 5 et 7 ans, avec des taux moyens respectivement de 6% et 6,33%. Les ressources de cette émission seront affectées à la couverture des besoins de financement du budget de l'État sénégalais. Les investisseurs proviennent majoritairement du Sénégal, de la Côte d'Ivoire et du Bénin.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : baisse de 27% des dépenses en capital dans le budget 2019

Le budget 2019 prévoit 2 095 Mds NGN (6,8 Mds USD) de dépenses en capital - 23,5% du total - soit un volume en baisse de 27% par rapport au budget précédent, au contraire des dépenses courantes qui augmentent de 16% (4 066 Mds NGN, 13,2 Mds USD). Les ministères de la Défense et de l'Intérieur (environ 15% chacun du budget de l'exécutif) voient leurs allocations augmenter de 2,4% et 7% respectivement, celle du ministère de la Santé (13% du total) augmente de 4,6%. A l'opposé, les ministères de l'Education (2,5% du total, -3,7%), de l'Agriculture (4% du total, -18,8%), des Transports (5% du total, -25,7%) et de l'Energie, des travaux publics et du logement (11% du total, -40%) voient leurs enveloppes chuter.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : faible performance macroéconomique**

Le 4 juin 2019, le ministère éthiopien des Finances a déclaré devant le Parlement que, dans un contexte d'instabilité politique et d'inflation élevée (12,6 % en avril 2019), les résultats macroéconomiques de l'Éthiopie devenaient de plus en plus préoccupants. En effet, sur les dix premiers mois de l'année budgétaire 2018-2019 (juillet 2018 – mai 2019), les recettes d'exportation se sont contractées à 2,1 Mds USD, soit une baisse de 8,3% comparée aux performances enregistrées sur la même période au cours de l'année précédente, et la dette extérieure a augmenté de 4,2% pour atteindre 27 Mds USD (soit 33,6% du PIB). Les faibles résultats à l'export, en stagnation depuis 2015, entraînent d'importantes pénuries de devises étrangères et, par la suite, des difficultés d'approvisionnement en biens nécessaires à la production.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Madagascar : adoption de la loi de finance rectificative conforme au programme gouvernemental**

Adoptée le 15 mai 2019 par voie d'ordonnance en Conseil des ministres et déclarée conforme à la constitution le 25 mai 2019, la loi de finances rectificative (LFR) se conforme au programme gouvernemental de l'Initiative pour l'Emergence de Madagascar (IEM). Si la prévision de croissance du PIB retenue pour 2019 est maintenue à 5,2%, le taux d'inflation est revu à la baisse à 6,7% contre 7,2% en loi de finances initiale. Le taux de pression fiscale augmenterait légèrement (12,3% du PIB, +0,1 points), et les dépenses totales augmenteraient de 0,2%. Le déficit public baisserait à 3,1% du PIB (contre 3,5% en loi de finances initiale), du fait d'une réévaluation des dons à la hausse de 0,4 point de PIB.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : le gouvernement révisé à la hausse les perspectives de croissance**

Selon le projet de loi de finances, l'économie ougandaise devrait croître de 6,3% au cours de l'exercice fiscal 2019-2020 contre 6,0% initialement prévu, grâce à une accélération de l'activité dans les secteurs du commerce et de l'industrie. La hausse des investissements publics et privés dans les infrastructures, couplée à une hausse des performances des secteurs agricole et touristique devrait également favoriser cette performance. Cette prévision s'appuie sur une hypothèse de démarrage de la production pétrolière d'ici 2022, pour laquelle le gouvernement ougandais a entamé d'ambitieux projets d'infrastructures. Ces investissements ont cependant entraîné une hausse de la dette publique du pays qui devrait, d'après le FMI, dépasser en 2021-2022 le plafond de 50% du PIB que s'était fixé le gouvernement.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Cameroun : Yaoundé accueille la 34^{ème} conférence annuelle du CREDAF du 10 au 13 juin

30 pays d'Afrique francophone prennent part à la 34^{ème} conférence annuelle du Cercle de réflexion et d'échange des dirigeants des administrations fiscales (CREDAF) ouvert le lundi 10 juin sous le thème « Le numérique au service de l'élargissement de l'assiette fiscale ». Lors de ces travaux, il est question de faire le tour des possibilités offertes par le numérique pour l'identification et le suivi des contribuables, pour une meilleure collecte des recettes fiscales grâce à la dématérialisation des procédures.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : adoption du projet de loi de réforme du code des investissements

Le projet de loi de réforme du code des investissements a été adopté le 29 mai dernier en Conseil des ministres et sera bientôt soumis à l'Assemblée. Cette réforme, qui révisera le code datant de 2012, a pour axes directeurs (i) la simplification des procédures d'obtention des allègements fiscaux et (ii) la rationalisation des exonérations en vue de trouver un meilleur équilibre entre les incitations à investir et l'amélioration des recettes fiscales. La réforme porte notamment sur les incitations proportionnelles à l'importance des investissements (montant investi, emplois créés...) et à des incitations fiscales selon la zone d'implantation des entreprises et le statut du siège de l'investisseur.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : MTN Nigeria a fini de payer son amende de 1,6 Md USD

L'opérateur sud-africain MTN a payé l'intégralité de l'amende qui lui avait été infligée par la justice nigériane en versant sa 6^{ème} et dernière tranche le 31 mai dernier. MTN avait été condamné en 2015 par les autorités pour ne pas avoir déconnecté de son réseau des cartes SIM non-enregistrées. Initialement fixée à 5,2 Mds USD, l'amende avait été réduite à 1,6 Md USD après des négociations et concessions, comme l'obligation pour l'opérateur d'entrer sur la bourse nigériane, ce qu'il a fait en mai dernier. A noter que MTN doit encore régler l'autre contentieux avec les autorités sur le non-paiement contesté de 2 Mds USD de taxes qui doit être présenté au tribunal le 26 juin prochain à Lagos.

✉ pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENT

▼ Cameroun : 121 Mds FCFA levés en deux émissions d'obligations du trésor sur le marché de la BEAC

Ces émissions de titres publics d'un montant initial de 50 Mds de FCFA chacune, d'une maturité de 5 ans à 5,6%, devraient permettre de réaliser l'ensemble des projets d'infrastructures listés dans la note d'information produite par le ministère des Finances, parmi lesquels l'autoroute Yaoundé-Nsimalen pour 24,7 Mds FCFA, des projets de la CAN pour 20 Mds FCFA, divers projets du PLANUT en instance de paiement au trésor pour 10 Mds FCFA et les travaux de désenclavement du bassin agricole de l'ouest pour 10 Mds FCFA.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : lancement du Projet d'appui au développement des entreprises et à la compétitivité

Le Projet d'appui au développement des entreprises et à la compétitivité (Padec), qui remplace le Projet d'appui à la diversification de l'économie (PADE), a été lancé le 8 juin à Brazzaville. Ce projet est entièrement financé par la Banque mondiale à hauteur d'environ 14 Mds FCFA (21 M EUR) pour une durée de quatre ans. Il vise à renforcer la compétitivité des PME congolaises dans les secteurs de l'agro-industrie, du tourisme, du transport-logistique et des NTIC sur un périmètre bien défini, à savoir le corridor Pointe-Noire/Brazzaville/Ouesso. Outre l'appui technique et financier aux PME, le projet prévoit une assistance réglementaire et institutionnelle pour faciliter sa mise en œuvre.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Tchad : la BAfD finance la construction de la dorsale transsaharienne à fibre optique à hauteur de 28,9 millions d'euros

La Banque africaine de développement (BAfD) va financer ce projet qui prévoit notamment l'extension de la dorsale nationale à fibre optique sur 503 kilomètres, la construction d'une boucle locale urbaine à fibre optique à N'Djamena, le déploiement d'un centre de données dans la capitale, l'installation de plateformes d'administration électronique et la mise en œuvre des systèmes intégrés de gestion de l'identification électronique des personnes.

✉ couleaudc@afd.fr

▼ Guinée : la BAfD accorde un don de 2 M USD pour un projet de port

La BAfD et le ministère du Plan et du Développement ont signé le 30 mai 2019 un accord de don portant sur l'étude de faisabilité du projet de construction d'un port en eau profonde polyvalent dans le nord-ouest du pays pour un montant de 2 M USD. Ce don provient du fonds spécial de mécanisme de financement de la préparation des projets d'infrastructures du NEPAD et permet de renforcer le portefeuille actif de la banque en Guinée pour un total d'engagement d'environ 363 M USD. Selon le responsable pays de la BAfD en Guinée, la réalisation de ce projet permettrait de réduire le coût d'exportation de l'ensemble des produits miniers.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : signature d'un accord de 29 M EUR avec la Banque islamique de développement (BID) pour soutenir les enfants non-scolarisés**

Le Conseil des ministres a adopté le 5 juin dernier des projets de texte relatifs à la ratification de l'accord de prêt signé à Marrakech (Maroc) le 06 avril 2019 entre le Mali et la BID, relatif au financement du programme pour l'éducation des enfants non scolarisés. A travers cette initiative, la BID accorde au gouvernement malien un prêt d'un montant de 29 M EUR. Ce programme vise à scolariser 596 597 enfants déscolarisés sur la période 2018-2021. Le programme couvrira toutes les académies d'enseignement et les bénéficiaires directs sont les enfants de 7 à 12 (dont au moins 50% de filles).

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : la Banque mondiale (BM) accorde un financement de 53,2 M EUR en faveur de la couverture maladie universelle**

Le Premier ministre et la directrice des opérations de la BM pour le Mali ont procédé à la signature de l'accord de financement d'un montant de 53,2 M EUR en faveur du projet de couverture sanitaire universelle au Mali le 31 mai dernier, dont 44,3 M EUR de don IDA et 8,8 M EUR de don du *Global Financing Facility*. A travers cette initiative, la BM entend renforcer ses interventions dans le domaine de la santé au Mali. Pour rappel, ce programme vient en complément du projet de lutte contre la malaria et les maladies tropicales négligées, du projet régional de renforcement des systèmes de surveillance des maladies et du projet d'automatisation des femmes et dividende.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : partenariat entre EDF et une société sud-africaine dans l'énergie solaire**

La société *Distributed Power Africa*, une filiale du sud-africain *Econet Wireless Global* a signé un partenariat de coopération technique avec EDF pour le développement de solutions solaires avec systèmes d'alimentation de secours sur les marchés sud-africain, ivoirien et nigérian. Ce n'est pas le premier partenariat sud-africain d'EDF puisque depuis fin 2018 l'entreprise française détient 30% de la coentreprise *GIBB Power* spécialisée dans l'accompagnement de projets énergétiques en Afrique, créée avec la société d'ingénierie et d'architecture GIBB. Pour rappel, la puissance totale installée sur le réseau public au Nigéria représente 12,6 GW, mais seulement 5 GW sont effectivement distribués.

✉ pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : accord de financement entre GT Bank et la Banque de développement du Nigéria à hauteur de 25 Mds NGN**

Guaranty Trust Bank a conclu un accord de financement avec la Banque de développement du Nigéria (DBN), qui lui versera des fonds d'un montant de 25 Mds NGN (81,4 M USD) destinés à être réinvestis dans des micros, petites et moyennes entreprises (MPME). Selon le communiqué, c'est le plus important décaissement effectué par la DBN en faveur d'une institution financière. Créée en 2015 pour soutenir les MPME nigérianes, la DBN a obtenu sa licence bancaire en 2017. Plusieurs bailleurs (dont l'AFD) ont participé à hauteur de 1,3 Md USD à sa dotation. En 2018, la DBN aurait versé 31,4 Mds NGN (102,3 M USD) à 35 000 emprunteurs par l'intermédiaire d'institutions financières partenaires.

✉ barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : octroi de 100 M EUR de l'AFD pour la mise en œuvre des réformes économiques**

L'Éthiopie et l'Agence française de développement (AFD) ont signé, jeudi 6 juin, un accord de prêt et de subvention d'un montant total de 100 M EUR. Le prêt concessionnel de 85 M EUR sera destiné à soutenir les nouvelles réformes économiques, axées sur (i) les modalités de financement du développement, (ii) l'amélioration du climat des affaires et (iii) l'amélioration de la gestion et de la gouvernance des entreprises publiques. En outre, 15 M EUR seront octroyés sous forme de dons au programme d'assistance technique centré notamment sur le développement local des partenariats publics-privés (PPP). Ce soutien résulte de la déclaration commune d'intention signée entre l'AFD et l'Éthiopie lors de la visite du président français Emmanuel Macron en Éthiopie le 12 mars 2019.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Tchad : la semence de coton serait validée au Tchad afin de lancer la récolte 2019-2020

Suite à la décision de suspension de la récolte par le ministère de l'Agriculture tchadien, celui-ci a diligencé une mission de techniciens pour analyser des échantillons de la variété de semences cotonnières importée du Cameroun. La CotonTchad pourrait donc reprendre la distribution des semences incessamment.

✉ couleaudc@afd.fr

▼ Côte d'Ivoire : recherche de financement pour le développement de la production laitière

Dans le cadre du partenariat public-privé, le ministère des Ressources Animales et Halieutiques recherche des financements pour la réalisation du complexe agro-industriel laitier de Toumodi (centre). Dans le but d'atteindre l'autosuffisance en protéines animales et en produits laitiers, ce projet de 38 Mds FCFA (58 M EUR) permettrait de produire 15 000 tonnes de lait d'ici 2022, (23 000 tonnes au maximum de sa production). De plus, ce complexe agro-industriel générerait 200 emplois directs et 600 indirects. Pour rappel, la Côte d'Ivoire, avait produit 32 458 tonnes de lait en 2016, ce qui représentait seulement 14,6% de sa consommation nationale.

✉ baptiste.palu@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : financements européens pour le développement de la filière sucre

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a annoncé le 31 mai un appui budgétaire de l'Union Européenne de 29 M EUR en faveur de la société Sucaf-CI. Ce financement fait partie du grand programme de coopération entre l'Europe et la Côte d'Ivoire pour la relance de la filière de la canne à sucre. Ces financements seront utilisés pour l'appui à la canne villageoise avec l'extension des parcelles, la construction de pistes, la dotation d'équipements, la réalisation d'infrastructures sociales et l'assainissement. Pour rappel, la Sucaf-CI avait produit 100 000 tonnes de sucres en 2018-2019 et vise à augmenter cette production de 25 000 tonnes d'ici 2023.

✉ baptiste.palu@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : mise en chantier de la plus importante usine d'engrais du pays

Le ministre du Commerce et de l'Industrie et le secrétariat de l'initiative « *1 district 1 factory* », programme phare de diversification économique de l'actuelle administration ghanéenne, ont donné leur feu vert à la construction de la plus grande usine d'engrais du pays et l'une des plus importantes d'Afrique de l'Ouest, dans la région Nord-Est. D'une capacité de production de 900 000 tonnes par an, elle devrait à terme permettre (i) une amélioration de 50% des rendements agricoles et (ii) une réduction de la dépendance aux importations. En 2017, les achats d'engrais à l'étranger par le Ghana ont représenté 210 M USD pour un volume en progression de 85%.

✉ gwenole.jan@dgtresor.gouv.fr

▼ Libéria : soutien de l'Etat au secteur du caoutchouc

Le ministère des Finances a accordé un prêt d'environ 300 M LRD (1,725 M USD) sur 4 ans à un taux de 8% à la *Rubber Planters Association of Liberia*, qui regroupe les producteurs et propriétaires de plantations d'hévéa du pays. Alloués à travers la Banque de développement et d'investissement du Libéria les fonds devraient aider à combler les déficits opérationnels des producteurs, dus au faible prix du caoutchouc, et à soutenir la conduite de leurs activités. Pour rappel, le prix du caoutchouc a chuté de plus de 50% sur le marché mondial entre 2017 et 2018, alors que la denrée représente plus d'un tiers des exportations du pays. Son cours a néanmoins augmenté de près de 18% au T1 2019 suite à un ralentissement de la production mondiale.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : raréfaction des ressources en eau du pays

Le ministère tanzanien des Finances organisait les 29 et 30 mai un forum dédié à l'adaptation du secteur agricole au changement climatique via l'adoption de variétés de semences peu consommatrices d'eau. Financé par l'Union Européenne, l'évènement a rassemblé 70 acteurs gouvernementaux et de la société civile à Morogoro, dans l'est du pays. Le réchauffement climatique et la forte croissance démographique (+3% en 2017) ont entraîné une diminution des ressources d'eau par habitant de 47% en 25 ans (à 1600 m³/an en 2017) en Tanzanie, qui est désormais en situation de stress hydrique selon la Banque mondiale. Par ailleurs, une conférence dédiée aux risques environnementaux et sanitaires liés à l'utilisation intensive de pesticides se tenait à Arusha, au nord du pays, du 28 au 31 mai. Soutenue par l'ambassade de France en Tanzanie, elle a rassemblé plus de 100 représentants de la communauté scientifique africaine.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Tchad : le coordonnateur du projet Sédigui et le directeur général de la société des hydrocarbures du Tchad (SHT) annoncent l'achèvement d'un pipeline pétrolier fin 2019

Suite à une mission de constat d'avancement, ils ont annoncé que le pétrole de Sédigui serait raccordé à la raffinerie de Djermaya d'ici décembre 2019. L'état d'avancement des travaux est en effet de 80%, soit 275 sur les 310 km. Les deux puits pétroliers de Sédigui produiront environ 2 000 barils/jour.

✉ couleaudc@afd.fr

▼ Côte d'Ivoire : maintien du prix du carburant pour le mois de juin

La direction générale des hydrocarbures de Côte d'Ivoire a annoncé que le prix du carburant restera inchangé sur la période allant du 1^{er} au 30 juin. A la pompe, le prix du super sans plomb sera de 630 FCFA (0,96 EUR) le litre et celui du gasoil à 615 FCFA (0,94 EUR). La direction des hydrocarbures rappelle que tout contrevenant s'expose aux sanctions en vigueur.

✉ baptiste.palu@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : vers la relance du projet de mine de fer de l'ex-Forécariah *Guinea Mining*

Sur appel d'offres du ministère des Mines, la société indienne *Ashapura Guinea Resources* a été sélectionnée pour reprendre la mine de fer de Forécariah dont l'exploitation a été arrêtée depuis le 28 octobre 2014. La signature a eu lieu le 5 juin 2019 au ministère des Mines et de la Géologie. Le repreneur procédera à la réhabilitation du port de Konta afin de permettre l'exploitation du minerai de fer dans un délai de 4 mois. Ce port, une fois réhabilité, aura une capacité de 3 à 10 millions de tonnes par an. Le projet nécessitera un investissement total de 250 M USD, créera 3 000 emplois directs et ouvrira un nouveau corridor en dehors de celui de Boké.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : l'Etat transfère des participations à la société *Togo Invest*

Le Conseil des ministres a décrété le transfert des participations de l'Etat dans 3 entreprises : le complexe pétrolier de Lomé (COMPEL), la société togolaise de stockage de Lomé (STSL) et la *Togo Oil Company* (T-OIL), à la holding publique *Togo Invest*. Avec ces cessions, *Togo Invest*, qui est chargé de conduire le développement et la mise en œuvre d'investissements stratégiques, possède désormais 100% de COMPEL, 79,3% de T-OIL et 40% de STSL. Les dividendes obtenus via ces 3 firmes permettront de consolider le poids financier de *Togo Invest* pour de plus importantes prises de participation publiques dans de futurs actifs stratégiques du pays, notamment ceux en lien avec le développement du corridor logistique Sud-Nord (Lomé-Cinkassé).

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : déploiement de l'énergie solaire dans des écoles et hôpitaux reculés

La Fondation OVO et *Energy4Impact* se sont associés pour lancer *Project Jua*, un projet d'accès à l'électricité solaire dans les écoles et hôpitaux isolés. Les installations seront déployées durant trois ans sur 300 sites, pour bénéficier à terme à 300 000 personnes. Ce projet s'inscrit dans la continuité d'un premier pilote mis en œuvre en 2017, qui a permis à *Energy4Impact*, grâce à un financement de la Fondation OVO, d'installer 20 systèmes de production d'énergie solaire à Turkana et Kilifi, deux des comtés les plus pauvres du Kenya. Le présent projet concernera, en plus des comtés de Turkana et de Kilifi, les comtés de Taita-Taveta, Kwale et Isiolo.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan du Sud : déploiement d'une centrale solaire pour le compte de l'OIM

La firme norvégienne *Scatec Solar* va installer une centrale solaire de 700 kW couplée à 1,6 MWh de stockage lithium-ion dans le centre humanitaire de l'Organisation Internationale pour les Migrants (OIM) à Malakal. Le centre humanitaire héberge près de 300 travailleurs humanitaires, qui offrent des services à 30 000 déplacés résidant au sein du site de protection des civils à proximité. Le projet sera financé en fonds propres par *Scatec Solar* et permettra de fournir entre 80 et 90% de l'électricité nécessaire sur le site. Les panneaux et les batteries seront loués sur une base annuelle à *Scatec*. Il s'agit du deuxième projet photovoltaïque de Malakal, puisque l'OIM utilise déjà l'énergie solaire pour le pompage de l'eau sur ce site. Au Soudan du Sud, *Scatec Solar* a deux autres projets de solaire hybride en cours de construction pour une capacité totale de 2,25 MW.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : nouveaux contrats d'approvisionnement en gaz naturel pour deux opérateurs publics

La *Tanzania Petroleum Development Compagny* (TPDC), la compagnie pétrolière et gazière publique, a signé un contrat d'approvisionnement de long terme de gaz naturel avec la société *PanAfrican Energy Tanzania* (PAET), filiale du groupe ORCA. PAET fournira à TPDC jusqu'à 20 millions de pieds cubes de gaz naturel (environ 566 000 m³) par jour. Un second accord prévoit la fourniture par PAET de 15 millions de pieds cubes de gaz (environ 425 000 m³) par jour à TANESCO, la compagnie nationale publique de production d'électricité. Selon les parties, ces deux contrats, qui remplacent des accords de court terme portant sur des volumes équivalents, incluraient une possible augmentation future des volumes fournis.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

Services

▼ Congo-Brazzaville : l'Agence congolaise pour la création des entreprises lance son portail web

Le site internet a été lancé le 6 juin par la ministre des PME, de l'Artisanat et du Secteur informel. Il donne la possibilité aux usagers de créer une entreprise en ligne et d'effectuer leurs formalités administratives. Cette initiative s'inscrit dans la volonté du gouvernement de simplifier les formalités administratives de création d'entreprise et de mettre fin aux mauvaises pratiques dans certaines administrations qui alourdissent et renchérissent le processus de création d'entreprise, au détriment de l'environnement des affaires.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : vers la création d'une banque dédiée à l'agrobusiness

Le Burkina Faso ambitionne de créer une banque d'agrobusiness. Pour son opérationnalisation, le pays serait à la recherche de partenaires et le processus serait très avancé. Le 29 mai 2019, le gouvernement a autorisé la ratification d'un accord de prêt entre le Burkina Faso et le Fonds africain de développement d'un montant de 5,99 Mds FCFA (9 M EUR). Ce financement représente 98% du budget. Les 2% restants seront supportés par les fonds propres de l'Etat. La banque aurait deux composantes, dont un appui à l'amélioration de l'accès au financement agricole et un appui à la sécurisation de l'écosystème agricole.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : premier gros navire au canal de Vridi

Après son approfondissement et élargissement en fin février 2019, le canal de Vridi a accueilli son premier gros navire le 31 mai dernier. Il s'agit du porte-conteneur MSC DYMHPNA, long de 275m, large de 40m et possédant une capacité de 5711 conteneurs. Le canal de Vridi, porte d'entrée des navires dans le port d'Abidjan depuis 1950, permet désormais d'accueillir des navires d'une capacité de 10 000 conteneurs, contre seulement 3 500 avant ces aménagements. Le coût global de l'ensemble des aménagements s'élève à plus de 1,5 Md EUR. Pour rappel, le port autonome d'Abidjan reste le leader régional en termes de trafic (24 millions de tonnes en 2018), représente plus des ¾ des recettes douanières et 90% des échanges extérieurs du pays.

✉ alpha.ly@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : développement d'un service de télémédecine par *ITN-T Corporation*

La société américaine *Internet on Television (ITN-T) Corporation* va déployer des services de télémédecine en Côte d'Ivoire. Ce contrat a été émis par la fédération nationale des sociétés coopératives de vivriers en Côte d'Ivoire (Fenascovici) afin de mettre en place des points de service santé au cœur des plantations avec des stations de téléconsultation. Plus de 1 500 points de services devraient être installés avec 160 médecins à distance dans les 3 prochaines années. Le groupe Visiomed (France) fournira les services technologiques, notamment le VisioCheck, dans les différents points de service.

✉ baptiste.palu@dgtresor.gouv.f

▼ Ghana : 347 sociétés de microfinance perdent leurs licences

Dans le cadre de l'opération de nettoyage du secteur de la microfinance, la banque centrale du Ghana (BoG) a retiré leurs licences à 347 établissements, 134 restant en activité. La BoG a assuré qu'aucun des salariés des sociétés concernées ne perdrait son emploi et que les déposants récupèreraient leurs avoirs et les intérêts dus grâce à l'enveloppe de 900 M GHC (environ 180 M EUR) mise en place. Plusieurs économistes doutent que cet engagement puisse être tenu, en raison des taux d'intérêts très élevés que promettaient bon nombre des établissements désormais fermés à leurs clients, dont les seuls dépôts (hors intérêts) sont estimés à 740 M GHC (environ 145M EUR).

✉ gwenole.jan@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : réduction du nombre d'agences gouvernementales au port de Mombasa

Le président Uhuru Kenyatta a annoncé la semaine dernière une réduction du nombre d'agences gouvernementales engagées dans le processus de dédouanement des marchandises à l'*Inland Container Depot (ICD)* d'Embakasi et au Port de Mombasa. Cette décision intervient alors que la situation à l'ICD, avec plus de 1000 containers en attente, a atteint un seuil critique à la suite des retards accumulés par la *Kenya Revenue Authority (KRA)* et le *Kenya Bureau of Standards (KEBS)*. Cependant, la multiplicité des agences gouvernementales n'est pas la seule cause des retards observés : selon la *Kenya International Warehousing Association (KIWA)*, l'absence de directive claire quant aux prérogatives de chaque agence serait source d'importantes duplications des processus de vérification.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : lancement des plateformes *Orange Fab* et *NextA* pour les startups malgaches

Orange Madagascar a lancé le 6 juin le programme *Orange Fab* visant l'accélération de 3 start-ups dans le secteur des NTIC durant une période de 6 mois : *Greentsika* (solution de collecte de déchets), *VanillaPay* (processeur de paiement en ligne) et *Lemuriia* (plateforme en ligne de réservation de transport routier). Ces startups bénéficieront de l'encadrement et de l'accompagnement d'experts dans le domaine de l'innovation et du réseau *Orange Fab*, créé en France en 2013. Le lendemain, le groupe Axian a également lancé en partenariat avec BNI Madagascar et Miarakap sa plateforme *NextA* d'accompagnement de l'entrepreneuriat qui bénéficiera dans ce but d'un espace de coworking, d'incubation et d'un amphithéâtre.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Côte d'Ivoire : arrivée du groupe marocain *Ménara Holding* en Côte d'Ivoire

Le groupe marocain *Ménara Holding*, aux activités diverses (BTP, immobilier, énergie, automobile, etc.) va ouvrir deux filiales dans le pays. Ces structures seront spécialisées dans la production de préfabriquées en béton et dans la production de granulats destinés au marché du BTP. Le groupe entame ainsi son développement planifié en Afrique subsaharienne.

✉ baptiste.palu@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Cameroun : *EDF Pulse* lance un appel à projets aux start-ups et PME

La 3^{ème} édition du concours innovation d'*EDF Pulse Africa* est ouverte aux start-ups et PME de moins de 50 employés et porteurs de projets innovants dans le domaine de l'énergie. Au terme du processus de sélection, les projets retenus vont bénéficier d'un accompagnement intégral d'EDF et d'une enveloppe allant de 5 000 à 15 000 euros. Les candidatures à la 3^{ème} édition du challenge sont ouvertes jusqu'au 8 juillet 2019.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : un forum en vue de promouvoir le secteur du tourisme

Le cabinet de conseil congolais Positifs conseils organise, du 22 au 24 juillet au Palais des congrès de Brazzaville en partenariat avec la Chambre de commerce de Brazzaville, un forum international sur le tourisme africain sur le thème : « Économie touristique, potentiels et perspectives ». Plusieurs pays africains devraient y prendre part, notamment la Namibie, invitée d'honneur. Le forum traitera de nombreux sujets tels que la valorisation de la destination Congo, le tourisme médical, etc. Une excursion dans des sites touristiques est également prévue.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : plusieurs accords de coopération signés lors de la visite du Président du Niger en Chine

Entamée le 26 mai 2019, la visite de travail en Chine du Président nigérien a donné lieu à la signature de plusieurs accords de coopération dont : (i) des mémorandums d'entente entre les deux gouvernements pour la promotion conjointe de la Route de la soie, (ii) un accord sur la mise en œuvre des actions économiques et commerciales dans le cadre des 8 initiatives majeures annoncées lors du Forum de coopération Afrique-Chine de septembre 2018, (iii) un accord pour la réhabilitation de la route Tahoua-Tamaya et (iv) un accord-cadre sur le prêt préférentiel signé dans le cadre de la coopération économique et technique.

✉ cossuc@afd.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.
 La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
 anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
 tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

